

**ACCORD GENERAL SUR LE  
COMMERCE DES SERVICES**

RESTRICTED  
**S/NGBT/W/3/Add.19**  
26 octobre 1994

(94-2181)

---

**Groupe de négociation sur les  
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUTRICHE

Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-jointe est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de l'Autriche.

---

## PARTIE I

### Définitions et structure du marché

#### Définitions

1. Il n'existe pas à l'heure actuelle de définition des télécommunications de base en Autriche. La téléphonie vocale et la fourniture du réseau public fixe de télécommunication peuvent au moins être considérés comme des éléments des télécommunications de base.

En outre, la définition des télécommunications de base semble dépendre de la structure du marché et des exigences générales des abonnés, ce qui implique qu'une telle définition pourrait être sujette à des modifications constantes.

2. Etant donné qu'il n'y a pas de définition, il n'existe pas de distinction.

3. Voir question 1.

#### Structure du marché

4. La téléphonie vocale et la fourniture du réseau public fixe de télécommunication (des dérogations sont possibles).

Note: Au niveau de l'Union européenne, un calendrier clair a été fixé pour la libéralisation complète des services de télécommunication d'ici au 1er janvier 1998.

L'utilisation "d'autres réseaux" (télévision par câble, fournisseurs d'énergie électrique, chemins de fer fédéraux, etc.) pour la fourniture de services déjà libéralisés est en cours d'examen.

5. Fournisseur monopolistique: PTV ("Post und Telegraphenverwaltung"), contrôlé par l'Etat.

6. Non.

7. Tous les services de télécommunication sont ouverts à la concurrence, mis à part la téléphonie vocale et le réseau public fixe de télécommunication.

## PARTIE II

### Concurrence

#### A. Sous-secteurs

##### i) Généralités

##### a) Téléphonie vocale

Comme il s'agit d'un secteur réservé, en principe il n'y a pas de concurrence.

Les licences sont accordées à des tiers, à condition:

- que la fourniture d'un service donné soit nécessaire et

- que le service pour lequel la licence est accordée n'interfère pas avec un service réservé existant.

Note: Dans certaines régions, des licences pour des systèmes de jonction sont accordées sans que ces conditions soient remplies.

b) Tous autres services

Tous les services autres que la téléphonie vocale et la fourniture du réseau public fixe de télécommunication sont ouverts à la concurrence. Pour la fourniture de tels services, seule une déclaration à l'autorité réglementaire est exigée et il n'est pas nécessaire d'obtenir une licence formelle (autorisation formelle résultant d'une décision individuelle de l'autorité réglementaire). Il n'y a pas de discrimination entre fournisseurs nationaux et fournisseurs étrangers.

ii) Modes de fourniture

Il n'y a pas de réglementation spécifique. Dans la mesure où elle est indispensable pour la fourniture du service, l'infrastructure doit exister en Autriche.

iii) Accès au marché

Aucune limitation n'est appliquée dans le secteur non réservé. Lorsqu'une limitation du nombre de fournisseurs de services ou d'opérateurs est nécessaire, par exemple pour des raisons techniques ou à cause des fréquences, la sélection des candidats est faite d'une manière non discriminatoire.

iv) Traitement national

Tous les fournisseurs sont traités d'une manière égale et non discriminatoire. Il n'existe pas de limitations concernant le traitement national dans les secteurs ouverts à la concurrence.

v) Licences

Voir partie II A i).

B. Catégories

Services locaux/à grande distance/internationaux

1. Pas de distinction.
2. Pas de distinction.
3. Autorisée, sauf pour les secteurs réservés (voir partie I 4).
4. Voir partie II B 3.

Installations

5. A l'heure actuelle, seule l'administration PTV peut fournir des services réservés et exploiter le réseau public fixe. L'Autriche adaptera les mesures qu'elle applique dans ce secteur à l'évolution future résultant de la publication du Livre vert de la Communauté européenne sur l'infrastructure.

Services publics/non publics

6. Il n'existe pas de limitations en ce qui concerne les réseaux à commutation non publics (réseaux de société).
7. Téléphonie vocale.
8. Au moins dans le secteur réservé, les services doivent être fournis sur une base publique.
9. Un service public de télécommunication est considéré comme un service accessible à tous aux mêmes conditions. L'interconnexion avec le réseau public de télécommunication n'est autorisée qu'au moyen d'équipements terminaux homologués.
10. Un service de télécommunication doit être fourni en principe sur le réseau public de télécommunication. La fourniture d'un réseau privé ("Fernmeldeanlage") doit faire l'objet d'une licence. La licence sera refusée si:
  - les prescriptions techniques essentielles ne sont pas respectées,
  - les intérêts économiques du réseau public sont menacés,
  - l'utilisation du réseau public est également possible,
  - une transmission par fil est possible à la place d'une transmission hertzienne,
  - aucune fréquence n'est disponible.
11. L'exploitation des cabines téléphoniques à prépaiement est considérée comme faisant partie du secteur réservé et elle relève donc exclusivement de l'administration PTV.

PARTIE III

Questions réglementaires

Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. Non.
2. Oui.
3. La responsabilité de la réglementation des télécommunications de base se situe au niveau fédéral. Il existe des bureaux décentralisés de l'autorité réglementaire au niveau régional (Bundesländer).

Allotissement ou assignation des fréquences

4. Les procédures, prescriptions et critères sont tous conformes aux règles de l'UIT et de la CEPT.
5. Le principe de non-discrimination est appliqué conformément aux règlements pertinents de l'Union européenne.

Codes de numérotage et d'identification

6. Les procédures, prescriptions et critères sont tous conformes aux règlements de l'Union européenne.
7. Le principe de non-discrimination est appliqué conformément aux règlements pertinents de l'Union européenne.

Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Les normes existantes sont conformes aux règlements de l'Union européenne.
9. Il y a en général un examen par le public. Toutes les parties intéressées ont l'occasion de faire des observations.
10. Les équipements terminaux doivent être homologués. La Directive 91/263/EEC a été mise en oeuvre.
11. Voir partie II B 9.
12. Cette utilisation n'est pas autorisée dans le secteur réservé, mais elle l'est au sein d'autres réseaux.
13. Non.

Interconnexion

14. Conformité avec le régime de l'Union européenne (disposition ONP).
15. La réglementation pertinente est conforme aux règlements de l'Union européenne.
16. Oui.
17. Toutes les règles et règlements sont conformes aux règlements de l'Union européenne.

Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. Loi sur la lutte contre la concurrence déloyale; les règles de concurrence s'appliquent dans le cadre réglementaire de l'EEE.
19. Pas de distinction.
20. Les règles de concurrence s'appliquent dans le cadre réglementaire de l'EEE.
21. Non.

Mesures en rapport avec la tarification

22. Les prix sont fixés selon des "conditions contractuelles générales" qui doivent être approuvées par le Ministre fédéral de l'économie et des transports publics. Il existe aussi un comité consultatif pour la détermination des tarifs ("Preiskommission").

- 23. Voir question 22.
- 24. Des rabais spéciaux peuvent, en principe, être accordés, mais ils doivent être rendus publics.
- 25. Non.
- 26. La transparence est exigée dans la comptabilité et le système de tarification.
- 27. Il n'existe pas de règles spécifiques pour la tarification de nouveaux services.

Servitudes pour la construction d'infrastructures

- 28. Voir partie II B 10.
- 29. Voir partie II A iv).

Nouveaux services de télécommunication

- 30. Il n'existe pas à l'heure actuelle de telles procédures.
- 31. La première évaluation doit être faite par le fournisseur qui détermine lui-même si le nouveau service nécessite une licence ou seulement une modification. L'autorité réglementaire chargée des télécommunications doit ensuite examiner le cas conformément à la loi.